

# MAROC

**Tableau 1** **2020**

Population (en millions)	36,0
PIB (en milliards de dollars courants)	114,7
PIB par habitant (en dollars courants)	3186,1
Taux de pauvreté (seuil national) <sup>a</sup>	4,8
Taux de pauvreté, seuil de pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (3,2 dollars) <sup>a</sup>	7,3
Indice de Gini <sup>a</sup>	39,5
Taux de scolarisation dans le primaire (% brut) <sup>b</sup>	114,8
Espérance de vie à la naissance, années <sup>b</sup>	76,7
Émissions totales de GES (mtCO <sub>2</sub> e)	88,9

Source : WDI, Macro Poverty Outlook et données officielles.

a) Valeur la plus récente (2014)

b) Valeur WDI la plus récente (2019)

*D'après les prévisions, on devrait assister à un rebond de la croissance du PIB réel à 5,3 % en 2021, à la faveur de l'extraordinaire performance du secteur agricole. Même si les réformes en cours devraient permettre d'améliorer la performance à long terme de l'économie marocaine, les perspectives à court terme sont sujettes à des risques considérables compte tenu de la propagation de nouveaux variants du coronavirus 2019 et de la persistance de la vulnérabilité financière du secteur privé. Les indicateurs de pauvreté devraient recommencer à baisser en 2021, mais le nombre de pauvres devrait seulement retrouver les niveaux d'avant la pandémie d'ici 2023.*

## Faits marquants et défis

Le modèle de croissance du Maroc a montré des signes d'essoufflement bien avant le déclenchement de la crise de COVID-19. Les réformes entreprises depuis la fin des années 90 ont favorisé l'accélération de la croissance du PIB réel, qui est passée de 3,6 % en moyenne entre 1980 et 1999 à 4,8 % entre 2000 et 2009. Cependant, elle est retombée à 3,5 % pendant la décennie écoulée. Ce ralentissement est en partie dû à divers chocs exogènes, mais il dénote également des limitations structurelles manifestes d'un modèle de développement fondé sur l'accumulation publique du capital comme moteur de la croissance, qui s'accompagne de gains insuffisants en matière de productivité et de capital humain, et de la persistance de taux d'inactivité élevés sur le marché de l'emploi.

Cela dit, le Maroc se distingue pour avoir su profiter de la crise de COVID-19 pour entreprendre d'ambitieuses réformes dotées d'un potentiel de transformation afin de corriger les faiblesses de son modèle de croissance. La stratégie de reprise comportait des mesures importantes destinées à réformer le secteur des entreprises publiques, moderniser le système de protection sociale et soutenir la relance des investissements privés. Plus récemment a été dévoilé un nouveau modèle de développement dont les priorités sont les suivantes : i) réformes structurelles pour doper la compétitivité et stimuler le développement du secteur privé ; ii) amélioration de la qualité de l'éducation et des services de santé afin de renforcer le capital humain ; iii) approfondissement du processus de décentralisation et de décon-

centration pour remédier aux disparités territoriales ; et iv) préservation des ressources naturelles.

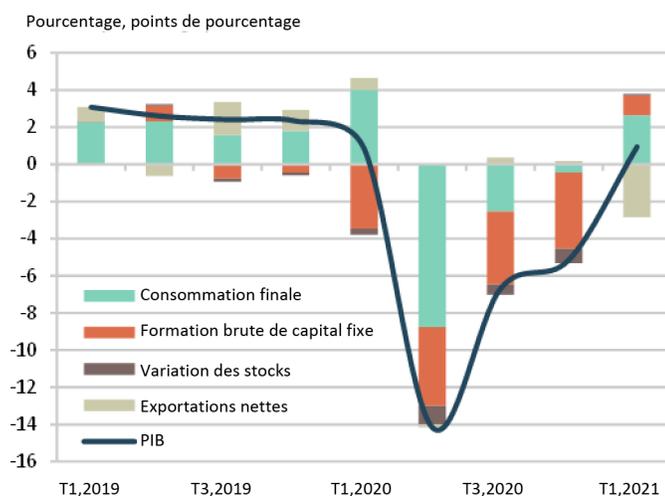
En accélérant les gains de productivité et l'accumulation du capital humain, la mise en œuvre de ce plan pourrait améliorer les performances à long terme de l'économie. À plus court terme cependant, les dividendes de la croissance associés à ces réformes peuvent mettre du temps à se matérialiser, et le Maroc devra faire face à l'accroissement de vulnérabilités macro-financières et sociales découlant de la crise.

## Évolutions récentes

Amorcée en fin 2020, la reprise reste incomplète. Après une contraction de 6,3 % en 2020, l'économie a affiché une croissance du PIB réel en glissement annuel de 1 % au premier trimestre 2021, encouragée par la forte augmentation de la valeur ajoutée agricole (20,5 %) après des pluies abondantes et par les exportations de certains produits manufacturés. Le secteur des services, pour sa part, est resté en récession, du fait des mauvaises performances de l'industrie touristique relativement large du Maroc. Divers indicateurs donnent à penser que la reprise des activités non agricoles pourrait avoir ralenti au deuxième trimestre : 50 000 emplois urbains ont été perdus en glissement annuel, les exportations totales et les ventes de ciment ont diminué, et l'indice de confiance des consommateurs a reculé. Malgré l'évolution positive de son programme de vaccination (48,6 % de la population avait été complètement vaccinée au 22 septembre), le Maroc a essuyé une troisième vague de COVID-19 pendant l'été.

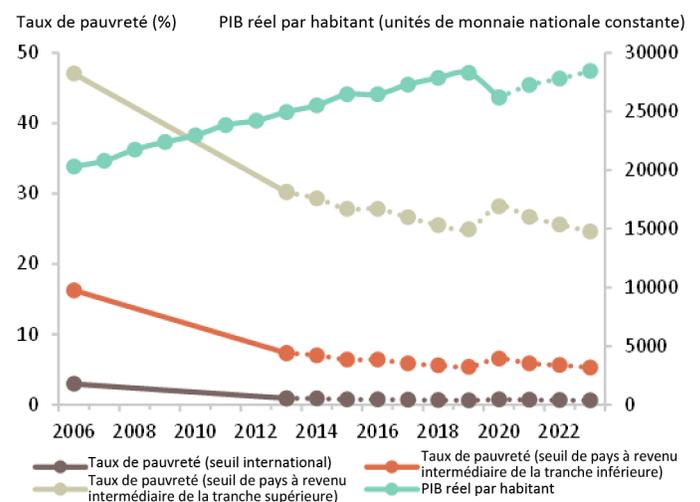
La politique macroéconomique reste favorable. La riposte budgétaire au choc a entraîné la dégradation du déficit budgétaire

**FIGURE 1 Maroc / Taux et sources de croissance du PIB réel**



Source: World Bank staff calculations.

**FIGURE 2 Maroc / Taux de pauvreté réels et projetés et PIB réel par habitant**



Source : Banque mondiale. Note : Voir le tableau 2.

qui est passé à 7,6 % du PIB en 2020, et les dépenses publiques totales n'ont cessé d'augmenter en 2021. Après l'émission obligataire internationale de 3 milliards de dollars réalisée en décembre 2020, les pouvoirs publics ont essentiellement eu recours au marché intérieur pour couvrir leurs besoins de financements. Dans un contexte de pressions modérées sur les prix, le taux directeur de la Banque centrale est resté historiquement bas, à 1,5 %. Le volume des prêts improductifs a été stabilisé, mais ceux-ci représentent encore 8,4 % des crédits. La position extérieure du Maroc a montré sa résilience et les réserves en devises couvrent encore sept mois d'importations, alors que le déficit commercial se creuse du fait de la hausse des prix du pétrole et de la relance des importations.

Le programme gouvernemental de transferts monétaires a allégé l'impact de la pandémie sur la pauvreté, particulièrement pendant le confinement. Cependant, ces mesures étaient temporaires par nature, et n'ont pas suffi à compenser les répercussions d'une récession particulièrement importante sur le revenu de la main-d'œuvre et les moyens de subsistance des ménages. En conséquence, la pauvreté mesurée à partir d'un seuil de 3,2 dollars par jour en PPA devrait atteindre 6,6 % en 2020, par rapport à 5,4 % une année plus tôt. Se fondant sur une enquête par panel réalisée récemment auprès de 2 500 ménages, l'Institut national de statistique rapporte que les ménages pauvres ont été

particulièrement victimes de pertes de revenus, qui ont été signalées par 44 % des pauvres contre à peine 10 % des riches. Les ménages les plus touchés opéraient dans le marché urbain non structuré et occupaient des emplois précaires dans les secteurs des services et de l'artisanat.

## Perspectives

Selon les projections, la croissance devrait rebondir à 5,3 % en 2021, en raison d'un effet de base et d'une campagne agricole extraordinaire plutôt que d'une accélération généralisée de l'activité économique. Le Maroc ne pourrait retrouver son PIB pré-pandémique qu'en 2022, puis suivrait une accélération progressive de la croissance, sous réserve de la mise en œuvre réussie des réformes en cours et envisagées. Soutenu principalement par le recouvrement d'impôts indirects, le déficit budgétaire devrait commencer à diminuer en 2021 (6,7 % du PIB), pour stabiliser la dette en dessous de 79 % du PIB. En revanche, le déficit courant devrait se creuser à 3,7 % du PIB, la bonne performance des exportations de produits manufacturés et des envois de fonds étant plus que compensée par la reprise des importations. Toutefois, ce scénario de base reste très incertain. La dernière vague des contaminations prouve que la pandémie peut encore retarder la normalisa-

tion complète des activités économiques. La crise a accru les vulnérabilités macro-financières du Maroc et le risque d'une augmentation déferlante de faillites d'entreprises et de défauts de paiement ne peut pas encore être écarté, compte tenu de la précarité de la situation de trésorerie d'une grande partie des entreprises. Dans un tel scénario, l'assise financière et la capacité de prêts du secteur bancaire seraient compromises, ce qui pourrait détériorer les finances publiques du fait des passifs éventuels associés aux programmes de garantie de prêts.

En 2021, la pauvreté devrait recommencer à diminuer, sans pour autant retrouver son niveau pré-COVID. L'extrême pauvreté (au seuil de 1,90 dollar en PPA) devrait rester inférieure à 1 %, tandis que la pauvreté (au seuil de 3,2 dollars en PPA) devrait descendre à moins de 6 %, un niveau atteint en 2017. La proportion de la population « vulnérable » (mesurée à partir d'un seuil de 5,5 dollars en PPA) devrait diminuer légèrement en 2021, passant de 28,2 % 2020 à environ 26,7 %. Cette baisse devrait se poursuivre par la suite, mais les indicateurs de pauvreté ne devraient pas retrouver les niveaux pré-COVID-19 avant 2023. La mise en œuvre réussie de la réforme de la protection sociale ou l'aide à la création d'emplois, particulièrement au profit des femmes et des jeunes, pourraient accélérer ce processus.

**TABLE 2 Maroc / Indicateurs macroéconomiques des perspectives**  
en matière de pauvreté

(Variation annuelle en pourcentage  
sauf indication contraire)

	2018	2019	2020	2021 e	2022 p	2023 p
<b>Croissance du PIB réel, aux prix constants du marché</b>	3,1	2,6	-6,3	5,3	3,2	3,5
Consommation privée	3,4	1,9	-4,1	3,0	3,2	3,5
Consommation des administrations publiques	2,7	4,8	1,7	4,9	2,9	2,7
Formation brute de capital fixe	1,2	1,0	-9,0	4,7	4,8	5,1
Exportations, biens et services	6,0	6,2	-14,3	10,5	9,5	11,7
Importations, biens et services	7,4	3,4	-12,2	5,2	8,8	10,4
<b>Croissance du PIB réel, aux prix constants des facteurs</b>	3,0	1,8	-6,1	5,4	3,3	3,5
Agriculture	2,4	-4,6	-6,9	17,6	-2,0	3,1
Industrie	3,0	3,6	3,8	3,1	3,1	3,5
Services	3,1	2,7	-6,8	3,3	4,9	3,7
<b>Inflation (indice des prix à la consommation)</b>	1,9	0,2	0,7	1,3	1,5	1,7
<b>Solde courant (% du PIB)</b>	-5,3	-3,7	-1,5	-3,7	-3,5	-3,2
<b>Investissement direct étranger net (% du PIB)</b>	3,0	1,3	1,4	1,2	1,3	1,2
<b>Solde budgétaire (% du PIB)</b>	-3,8	-4,1	-7,6	-6,7	-6,6	-5,3
<b>Dette (% du PIB)</b>	65,2	64,8	76,4	77,9	78,8	77,8
<b>Solde primaire (% du PIB)</b>	-1,4	-1,8	-5,1	-4,3	-4,1	-2,9
<b>Taux de pauvreté, seuil international (1,9 dollar en PPA de 2011)<sup>a,b</sup></b>	0,7	0,6	0,8	0,7	0,7	0,6
<b>Taux de pauvreté, seuil de pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (3,2 dollars en PPA de 2011)<sup>a,b</sup></b>	5,6	5,4	6,6	5,9	5,6	5,3
<b>Taux de pauvreté, seuil de pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (5,5 dollars en PPA de 2011)<sup>a,b</sup></b>	25,5	24,9	28,2	26,7	25,6	24,6
<b>Croissance des émissions de GES (mtCO<sub>2</sub>e)</b>	1,3	1,7	-5,4	3,9	2,5	2,4
<b>Émissions de GES liées à l'énergie (% du total)</b>	67,9	68,4	68,7	68,1	68,0	68,0

Source : Banque mondiale, Pôles Pauvreté et équité ainsi que Macroéconomie, commerce et investissement. Données sur les émissions tirées du CAIT et de l'OCDE.

Note : e = estimation, p = prévision.

a) Calculs basés sur les données de l'ENCDM 2013. Données réelles : 2013. Prévision immédiate : 2014-2020. Les prévisions portent sur la période 2021-2023.

b) Projections à partir d'une hypothèse de répartition neutre (2013) avec répercussion des variations du taux de change = 0,7 sur la base d'un PIB par habitant en unités de monnaie nationale constante.